



N° 14 – JANVIER 2011

Inter... ACTIONS !

SPECIAL CTPS DI BORDEAUX 18 JANVIER 2011

Le 18 janvier dernier était convoqué le traditionnel CTPI de début d'année au cours duquel le DI devait présenter aux OS le nouveau PAE annuel avec son lot habituel de suppressions de postes et de services.

La matinée a commencé avec une distribution de tracts de la CGT aux personnels de la DI et de la DR de Bordeaux visant à dénoncer la disparition du paritarisme à la DGDDI et expliquer l'action que nous comptons mener lors de cette réunion...

Une fois installés tous les représentants du personnel, la partie a pu commencer avec la lecture des traditionnelles déclarations liminaires (sauf l'UNSA). Pour sa part, la CGT a conclu par une intervention de 4 pages (voir annexe) subordonnant la continuation de la discussion à un arrêt immédiat des suppressions d'emplois sur l'interrégion, soit calquer les effectifs de références de 2011 sur ceux de 2010, afin d'éviter la suppression programmée de 28 postes.

Le DI nous a répondu qu'il se devait de respecter au niveau local les conséquences de la mise en place de la réduction générale des politiques publiques et qu'il conditionnait toute réponse aux questions posées par les OS, à leur participation à ce CTPI.

C'est la CFDT, qui a quitté la salle la première pour dénoncer ce manque de dialogue, suivie par la CGT, qui appela les autres OS présentes à faire de même et à rejoindre la vingtaine de douaniers qui se trouvaient dans le couloir pour des agapes bruyantes et bien républicaines.

Après un tour de chant des classiques de la chanson prolétarienne, nous avons vu sortir Solidaires, puis l'UNSA suivie peu après de FO, ce qui laissa seule la parité administrative face à son ordre du jour.

Après une heure de discussions accompagnées de produits bien locaux, nous avons pu ovationner la sortie des directeurs en entonnant « merci patron », reprenant le texte de la célèbre chanson spécialement adaptée pour l'occasion par SOLIDAIRES.

Cette action, dans laquelle une partie des OS nous a rejoints, aura une fois de plus démontré qu'il est plus que temps que les comités techniques deviennent enfin de véritables espaces de négociation, où chaque contre projet soit pris en compte et où soit sérieusement étudié, service par service, de l'impact des décisions budgétaires prises par la DG.

Nous comptons que les futurs comités techniques issus des urnes en Décembre prochain, redonneront au paritarisme cette vitalité voulue lors de la construction du statut de la Fonction publique, mais qui se trouve, aujourd'hui plus que jamais, menacé par le gouvernement.



Bordeaux le 18/01/11

SECTIONS DE MIDI PYRENEES, BAYONNE et BORDEAUX

PAS DE DISCUSSION SANS L'ARRET IMMEDIAT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI

C'est aujourd'hui que le directeur communique aux organisations syndicales le niveau d'emploi dans l'interrégion pour l'année 2011.

L'année 2010 a vu la disparition de 28 postes dans l'interrégion.

Entre 2009 et 2011, ce sont 50 agents en moins : l'équivalent de l'effectif de la DI de Bordeaux rayé d'un trait de plume !

Les effectifs de référence 2011 prévoient la suppression d'une vingtaine de postes supplémentaires et programme la disparition des résidences en surnombre selon l'administration, à savoir la recette locale de Sainte Foy la Grande, le bureau de Périgueux, le service de la jauge, la BSI de Foix et la division d'Auch.

Les représentants des personnels sont mis devant le fait accompli face à ces restructurations-couperet.

Il s'agit de décisions qui sont prises de façon autoritaire et unilatérale et qui bafouent le rôle des instances paritaires.

Dans ces conditions, nous considérons que participer à ce CTP c'est collaborer à la casse de l'emploi douanier et cautionner un pseudo dialogue social qui ne sert que les intérêts de nos directeurs.

Nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions de postes et nous en faisons un préalable à toute discussion dans le CTP de ce jour.

Afin d'enterrer symboliquement le paritarisme et pour montrer votre solidarité avec les agents dont les postes sont supprimés, nous organisons des agapes funéraires et républicaines et nous vous y convions très chaleureusement.

**RENDEZ VOUS A 09H30
A LA SALLE DE LA FP DU 1ER ETAGE**



Bordeaux, le 18 janvier 2011

SECTIONS DE MIDI PYRENEES, BAYONNE et BORDEAUX

Monsieur le Président

Les Douaniers de votre circonscription revendiquent « le droit d'être entendu »

Nous voici à nouveau réunis dans cette instance paritaire interrégionale, témoin depuis sa mise en place en 2008, de votre incapacité à nous entendre.

Une fois de plus, vous allez tenter de nous convaincre que la comédie du PAE sauce Bordelaise, avec sa traditionnelle répartition des emplois à rendre dans l'ensemble des trois directions régionales, revêt encore un caractère social.

En effet, depuis trois ans, vous anticipez les suppressions d'emploi d'une année à l'autre sur le PAE défini au niveau national, pour, nous vous citons, « préserver la DI d'un trop gros nombre d'emplois à rendre à la fin du CPP de 2009 à 2011 » : pour mémoire, 1200 emplois détruits.

Nous serions presque touchés par ce gant de velours dont vous prétendez revêtir la main de fer de notre DG en matière sociale.

Et pourtant, après la mobilisation d'une centaine de douaniers en février 2009 et un concert de sifflets en novembre dernier, vous auriez dû percevoir que nous n'acceptons pas cette absence flagrante de négociations sur l'avenir de nos missions et la pérennité des services douaniers...

Les restructurations successives ont miné les services ; les indicateurs que vous détenez (CLM, CLD, CMO et indispositions diverses) tout comme les observatoires successifs attestent la démotivation des personnels et de leur encadrement.

Aussi dès aujourd'hui, nous vous demandons communication des effectifs réels de tous les services de la DI de Bordeaux ainsi que des statistiques précises sur l'état social de vos personnels, car derrière vos PAE et ER se sont des hommes et des femmes qui voient leurs conditions de travail fortement dégradées.

De même nous demeurons dans l'attente d'une évaluation de l'impact sur l'activité des services des différentes réformes structurelles que vous avez entreprises.

Lors du précédent CTP le rapport du pôle ergonomique du ministère a été évoqué, quelles suites entendez-vous y donner ?

Celui-ci insiste sur la nécessité de mettre en place un véritable débat sur le travail, d'instaurer des processus participatifs et des espaces de négociation et d'échanges avec le souci permanent d'écouter les agents. Les rencontres parlementaires de novembre dernier vont d'ailleurs dans le même sens...

Or les CTPS qui viennent de se tenir dans vos directions sont l'illustration d'un processus inverse.

Aujourd'hui, nous attendons de vous un signe fort pour rétablir le dialogue qui devrait vous tenir à cœur et auquel nous aspirons fortement.

Cependant nous refusons de cautionner par notre participation à ce CTP la suppression d'emplois et de résidences annoncés et nous vous demandons de fixer pour l'ensemble des services de l'interrégion des effectifs de référence 2011 au même niveau que les effectifs réels de 2010.

Nous en faisons un préalable à toute discussion. Nous estimons que c'est en effet une condition indispensable pour redonner de la sérénité aux agents et pour que nous puissions réfléchir de façon concertée aux réponses nouvelles qu'appellent les évolutions technologiques et réglementaires.

Quelques remarques sur les points de l'ordre du jour :

- Le bilan budgétaire : vous nous présentez une compilation des dépenses de 2010.

Au delà de l'évidente réduction des dépenses entre 2009 et 2010 (-37.597€), quel enseignement pouvons-nous en tirer ?

Pourquoi certaines dépenses explosent-elles ? Prenons l'exemple du nettoyage, faut-il voir dans l'augmentation de ces dépenses une externalisation de ces postes aux dépens des personnels Berkani alors même que le montant des loyers (réels et budgétaires) connaît une diminution extraordinaire (conséquence de la réduction des sites ?).

Sans disposer en complément des dépenses de personnel (dont les indemnités de restructuration), quelle analyse pertinente de votre gestion la parité syndicale peut-elle faire ?

Enfin, vous soumettez à la parité syndicale l'exécution des dépenses. Mais quel était le niveau des crédits dont vous disposiez en 2010 ? Quel est celui de 2011 ?

- Le bilan formation professionnelle

Comme d'habitude, le bilan de la formation professionnelle, est un condensé de *satisfecit* éloigné, pourtant très éloigné des besoins des agents sur le terrain .

Ceci est attesté par le très net recul de la fréquentation des actions de formation par les agents (-18,64% hors tir et TPAI). Et ce n'est pas la résultante de la diminution de l'offre de formation...

De l'avis des agents de la surveillance consultés, l'essentiel des FP organisées à leur intention se limitent au tir et à la TPAI. Cependant, les difficultés liées à l'organisation de ces formations et à la disponibilité des formateurs demeurent largement méconnues.

En outre, le volontarisme affiché par l'administration ne parvient pas à pallier les difficultés que génère auprès des agents la profusion d'applications informatiques développées sans aucune approche ergonomique et sans formation suffisante, source de souffrance au travail, risque souligné lors de l'élaboration des documents uniques. Enfin, nous sommes circonspects quant au développement futur des modules d'e.formation et attendons dès à présent une évaluation des premières formations.

- le PAE et les résidences en surnombre

L'an dernier, vous annonciez pour 2011 la suppression de 18 emplois (cf. PV du CTPDI du 17/02/2010)... Aujourd'hui vous nous informez de la disparition de 28 postes, sans compter les personnels Berkani que vous ne prenez même pas la peine de faire figurer sur la liste des agents impactés par ces réductions d'effectifs.

Nous vous rappelons vos propres termes lors du dernier CTPS DI du mois de novembre concernant la concertation sociale : *« je confirme également que, lorsqu'une réflexion sera engagée sur l'évolution d'un service au sein de l'interrégion, une large information sera apportée en amont »*.

Vous n'aurez donc pas de mal à nous expliquer où et comment ce travail de réflexion et d'information a été mené en amont, en ce qui concerne l'avenir des services de la BSI de Foix, de la division d'Auch et de la recette locale de Ste Foye la Grande.

Pour ces trois exemples, nous avons assisté à de véritables coups de force de vos directeurs régionaux qui se sont littéralement affranchis du processus décrit dans le protocole mis en place par la DG en matière d'accompagnement social des restructurations. Ces CTPS DR sont, du fait du comportement de leur président et malgré le travail indéniable et constructif des OS participantes, un théâtre où se joue un simulacre de dialogue social. De qui se moque-t-on ?

Examinons la liste des emplois en surnombre et primables .

Dans vos documents vous mentionnez l'existence de surnombres, résultats de la comparaison entre les effectifs réels de 2010 et les effectifs de référence 2011. Notons au passage que ce document atteste de votre capacité à fournir aux représentants du personnel des effectifs réels de temps à autre.

En vous relisant vous vous apercevrez que vos chiffres sont faux et illustrent avant tout votre précipitation à vous débarrasser de quelques agents voire à fermer au plus vite des services cette année.

Pour la division d'Auch et la BSI de Foix, vous nous expliquerez sans doute que ce ne sont, pour l'essentiel, que de simples « transferts » d'effectifs ! (Perte quand même de 3 emplois au passage à Ax – 1 à Auch)... et que deviennent les agents Berkani attachés à ces services ?

A quel impératif répond la migration indécente de la division d'Auch vers Toulouse, au mépris des agents qui s'y sont investis ? En bon VRP de la RGPP locale, allez vous, comme votre DR, justifier ces déplacements par la seule nécessité de densifier l'occupation des locaux... sans compter l'opportunité de supprimer à terme quelques postes et répondre ainsi une fois de plus aux seules injonctions budgétaires !

Or des solutions plus pertinentes, tant au plan social qu'au plan économique, existent. Pour la division d'Auch, elles ont été largement exposées lors du CTPS DR du 6 décembre dernier et ont fait l'objet d'un courrier à la direction générale. Saurez-vous intervenir en faveur du projet le plus économique (loyer budgétaire dérisoire des locaux adaptés et en parfait état qu'a proposés à Auch le DDFP pour le logement du bureau et de la division). Notons en passant que cette option ménage pour l'avenir la possibilité de reloger dans les locaux de la DRMP tel service dont les effectifs fondent comme neige au soleil... ne serait-ce pas le moment d'anticiper ?

Pour conclure, nous soulignons que ces trois points de l'ordre du jour abordent de manière purement technocratique les trois piliers (moyens, formation, emplois) de la vie professionnelle des agents dont vous avez la responsabilité et par là même conditionnent l'obtention des résultats que vous réclamez.

Aussi, les représentants CGT revendiquent que vous replaciez la question humaine au cœur de vos préoccupations.

Nous vous demandons à bénéficier du « droit d'être entendu ». Saurez-vous y répondre ?

Dans l'attente, nous entrons en résistance et convions l'ensemble des personnels à des agapes républicaines dont nous espérons qu'elles ne soient pas funéraires avec l'enterrement par vos soins du dialogue social .

		PAE			EFFECTIF DE REFERENCE			Variation Effectifs de référence		
SERVICES de la DIRECTION INTERREGIONALE de BORDEAUX										
		2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	2009-2011
TOTAL		65	65	65	65	64	63	-1	-1	-2
Dont :	sous-total AG / CO	55	55	55	55	54	53	-1	-1	-2
	sous-total SURV	10	10	10	10	10	10			
DIRECTION REGIONALE de BORDEAUX										
		2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	2009-2011
TOTAL		304	302	294	299	294	288	-5	-6	-11
Dont :	sous-total AG / CO	207	206	200	203	200	194	-3	-6	-9
	sous-total SURV	97	96	94	96	94	94	-2		-2
DIRECTION REGIONALE de MIDI-PYRENEES										
		2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	2009-2011
TOTAL		392	382	368	385	375	361	-10	-14	-24
Dont :	sous-total AG / CO	215	209	202	208	206	195	-2	-11	-13
	sous-total SURV	177	173	166	177	169	166	-8	-3	-11
DIRECTION REGIONALE de BAYONNE										
		2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	2009-2011
TOTAL		286	276	270	282	274	267	-8	-7	-15
Dont :	sous-total AG / CO	92,5	86	83	89	86	80	-3	-6	-9
	sous-total SURV	193,5	190	187	194	188	187	-6	-1	-7
TOTAUX de L' INTER REGION										
		2009	2010	2011	2009	2010	2011	2009-10	2010-11	2009-2011
TOTAL GENERAL		1047	1025	997	1031	1007	979	-24	-28	-52
Dont :	sous-total AG / CO	569,5	556,0	540,0	554,5	546,0	522,0	-9	-24	-33
	sous-total SURV	477,5	469,0	457,0	476,5	461,0	457,0	-16	-4	-20



Détente : "Quand on lui demande ce qu'il fait dans la vie, Hervé ne ment pas et répond avec fierté : douanier ! La plupart de ses collègues préfèrent dire " fonctionnaire ".

Lui, non. Il assume sa condition de " gabelou ", faite d'expérience, de patience mais surtout de flair ! Sur le terrain, nous suivons Hervé au fil de ses missions plus surprenantes et improbables les unes que les autres. Quand il contrôle un véhicule, il ne sait jamais ce qu'il va trouver à l'intérieur. Alors il cherche, et parfois, il trouve : cocaïne dans les airbags, trafics de cigarettes, d'armes, parfois même d'animaux ! A la brigade, avec ses coéquipiers, Hervé retrouve une deuxième famille avec laquelle il partage tout : les nuits blanches, les risques d'accidents, les coups durs et la difficulté de conjuguer la vie privée avec un emploi du temps qui change d'une minute à l'autre."

Ce journal d'un douanier (syndicaliste de l'UNSA) retrace en 275 pages la vie en brigade, loin des clichés réducteurs du film de Dany BOOM .

HOMMAGE : L'association « Les Amis de la commune » de Paris, prévoit de nombreux temps forts pour commémorer le 140ème anniversaire de ce moment historique pour la classe ouvrière française, dont les valeurs de république, de socialisme et de laïcité restent d'actualités.

« Les prolétaires de la capitale, au milieu des défaillances et des trahisons des classes gouvernantes, ont compris que l'heure était arrivée pour eux de sauver la situation en prenant en main la direction des affaires publiques » pouvait-on lire dans le journal officiel daté du 21 mars 1871. C'est donc tout naturellement à la date du 18 mars prochain, que débiteront les initiatives qui vont ponctuer les semaines jusqu'au « temps des cerises » un peu partout en France.



Pensez à faire vos commandes (5,50 euros) auprès des militants CGT de votre secteur.

CINEMA : Nous n'en ferons pas plus pour le film « Rien à déclarer » en avant première dans certaines salles, et largement plébiscité par le BIC avec nombreuses notes sur nos messageries. En espérant que le futur DI, directeur actuel du bureau communication, ne tombera pas dans la comédie lors de nos prochains RDV « paritaires »....